

Parmi les vingt deux (22) indicateurs de performance, six (6) sont consacrés à la bonne gouvernance. Ces indicateurs mesurent la démocratie et la bonne gouvernance, et entre autres éléments, l'engagement ferme du pays à promouvoir le pluralisme politique, l'égalité et l'Etat de droit, le respect des droits civique et humains, y compris les droits des populations handicapées, la protection des droits de propriété privée, l'encouragement de la transparence et de la responsabilisation du gouvernement et la lutte contre la corruption.

Les libertés civiques

Cet indicateur mesure la performance du pays sur l'expression de la liberté et les croyances, les droits associatifs et des organisations, l'Etat de droit et les droits humains, l'autonomie personnelle, les droits économiques et individuels, et l'indépendance du système judiciaire.

- Instrumentalisation de la religion à des fins politiques

Droits politiques

Cet indicateur mesure la performance du pays sur la qualité du processus électoral, le pluralisme politique et la participation, la corruption et la transparence au niveau gouvernemental, et le traitement politique juste des groupes ethniques.

Liberté d'information

Cet index mesure le degré de participation des citoyens dans le choix de leur gouvernement, aussi bien que la liberté d'expression, la liberté d'association et l'indépendance des médias.

- Les violences et les exploitations sexuelles ainsi que les autres violations graves des Droits de l'homme ;
- Limite en matière de la protection judiciaire des groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes ;
- La surpopulation, la mauvaise prise en charge des détenus en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Absence de programme de réinsertion des détenus et de peines alternatives à l'emprisonnement.

Efficacité gouvernementale

Cet indicateur mesure la qualité de la fonction publique et son indépendance des pressions politiques, la qualité de la formulation de la politique et de la mise en œuvre, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement par rapport aux politiques envisagées.

- Non maîtrise de la masse salariales et des dépenses de fonctionnement de l'administration publique,
- Niveau de dette devenu insoutenable ;
- Insuffisance dans la gestion des recettes fiscales;
- 90% des voies routières dégradées;
- Inadaptation de certaines infrastructures notamment l'étroitesse du Canal de Vridi;
- Insuffisance et vétusté des infrastructures et du maté-

riel d'exploitation;

- Mauvais état des aéroports de l'intérieur du pays lié à l'insuffisance ou à l'absence d'allocations budgétaires nécessaires à leur entretien et leur développement
- Faible couverture du territoire en infrastructures préscolaires;
- Dégradation des infrastructures universitaires;
- Vétusté des infrastructures du dispositif de recherche.

Etat de droit

Cet indicateur mesure à quel point les individus et les compagnies portent la confiance ou la défiance par rapport aux lois de la société, en particulier il mesure le fonctionnement et l'indépendance du système judiciaire, y compris la police, la protection des droits de propriété, la qualité de l'application des contrats, aussi bien que celle des crimes et la violence.

- Situation sécuritaire préoccupante avant 2002, avec la prolifération des armes légères et de petit calibre en raison des crises dans certains pays limitrophes
- Règlement de comptes intercommunautaire
- Dysfonctionnement du système judiciaire
- Exécutions extrajudiciaires
- Immixtion des forces armées dans les affaires judiciaires
- Augmentation du cyber criminalité, la piraterie maritime et le terrorisme
- Limite en matière de la protection judiciaire des groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes

Contrôle de la corruption

Cet indicateur mesure respectivement:

- Le niveau d'exercice du pouvoir à des fins personnelles;
- La petite corruption;
- La grande corruption;
- La capture de l'Etat par les élites et les intérêts personnels;
- La capacité politique et institutionnelle à combattre efficacement la corruption.

Existence d'activités contraires à l'éthique telles que le racket, la corruption ou l'abus d'autorité